

Distr. RESTRICTED
PRS/2025/CRP.14

ORIGINAL: FRENCH

FOURTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

Pacific regional seminar on the implementation of the Fourth International Decade for the Eradication of Colonialism: pathways to a sustainable future – advancing socioeconomic and cultural development of the Non-Self-Governing Territories

**Dili, Timor-Leste
21 to 23 May 2025**

STATEMENT BY THE REPRESENTATIVE OF

NEW CALEDONIA

DISCOURS D'ALCIDE PONGA

Séminaire C-24, Dili, Timor-Leste

Mai 2025

Madame la Présidente,
Excellences, Membres du bureau,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant cette noble Assemblée, en ma qualité de président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Après les émeutes de 2024, notre territoire traverse une crise Économique, Sociale, Politique et Institutionnelle, sans précédent.

Nous n'avions pas connu pareille situation depuis presque 40 ans, depuis les accords de paix que nos anciens, Jean-Marie TJIBAOU et Jacques LAFLEUR, ont signé car ils ont su préférer la paix à la violence.

Je sais que nombre d'entre vous ont suivi, avec attention et inquiétude, les événements tragiques survenus en Nouvelle-Calédonie, alors même que vous vous réunissiez à Caracas.

Beaucoup de choses ont été dites sur ces faits, et ils continueront certainement de faire couler encore beaucoup d'encre.

Je souhaiterais ici, devant vous, en rappeler les causes et partager avec vous les conséquences lourdes, tant pour l'avenir des calédoniens que pour le bon déroulement des travaux de cet honorable comité.

Les mois qui ont précédé l'insurrection de mai 2024, ont été marqués par de fortes tensions politiques, liées au projet de loi présenté par l'État français afin de procéder à l'ouverture partiel du corps électoral provincial calédonien qui était gelé depuis 2007.

L'ouverture partielle du corps électoral représentait un acte de justice républicaine qui s'imposait à l'Etat Français, faute de consensus entre les parties politiques calédoniens à l'issue du cycle référendaire. Il s'agissait de rendre leur dignité à plusieurs milliers de Calédoniens de toutes origines, privés, depuis plus de 25 ans pour certains, de leur droit fondamental de voter. C'était une mesure d'équilibre fondée sur une logique acceptée dans le passé par tous, à travers le principe d'un corps électoral glissant. C'était une mesure votée à la majorité par la représentation nationale, que ce soit à l'Assemblée nationale ou au Sénat.

Mais cette proposition, aussi légitime fusse-t-elle sur le plan démocratique, a pourtant été rejetée par une frange radicalisée du mouvement indépendantiste, réunie au sein de la CCAT (Cellule de Coordination des Actions de Terrain), une organisation de terrain qui a rapidement dépassé le cadre du militantisme politique pour se verser dans la violence insurrectionnelle.

Soutenue par des puissances étrangères hostiles aux intérêts de la République française, la CCAT a transformé ses manifestations en une insurrection armée, coordonnée et préméditée. Le 13 mai 2024, la Nouvelle-Calédonie a basculé dans le chaos.

Pendant plusieurs semaines, l'ensemble de la population calédonienne sans distinction a vécu l'horreur et a subi. Des miliciens de la CCAT ont pillé, incendié et détruit La Nouvelle-Calédonie.

Pendant plusieurs semaines, les Calédoniens ont dû assurer eux-mêmes leur protection, due à l'insuffisance des effectifs des forces de l'ordre. Ils ont organisé des rondes de surveillance dans leurs quartiers et villages pour protéger leurs familles et leurs biens.

Pendant plusieurs semaines, l'accès aux soins a été entravé et les Calédoniens ont pâti de ces entraves. Les barrages de la CCAT bloquaient l'accès au centre de soins et aux hôpitaux. Des patients atteints de pathologies graves comme le cancer, le diabète, ou l'insuffisance rénale n'ont pu être soignés, certains sont décédés.

Pendant plusieurs semaines, la population s'est rationnée. Les rares magasins épargnés par les flammes étaient vides. Les familles ont survécu dans l'angoisse et le dénuement.

La Nouvelle-Calédonie n'avait jamais connu pareille situation. Ce fut une véritable situation de « d'anarchie pour ne pas dire situation de guerre », qui remettait brutalement en cause le processus de paix entamé à la fin des années 1980. Un gâchis historique, orchestré par une frange radicale.

Je veux également préciser ici avec la plus grande clarté que toutes les composantes du peuple calédonien ont été victimes de cette insurrection.

Je pense d'abord aux citoyens non kanaks. Ils ont subi des agressions ciblées, racistes, violentes, dont le seul objectif était de les contraindre à quitter la terre où ils habitaient, la terre où ils sont nés. Ils ont été victimes d'entraves durables à la circulation sur tout le territoire et plus particulièrement sur la commune du Mont-Dore où plus de 11 000 personnes ont été bloquées pendant plusieurs mois. En tant que président du gouvernement, je souhaite dénoncer et condamner toutes ces formes de violences mais également celles et ceux qui ont alimenté la haine entre les communautés.

Je veux également vous dire que les Kanaks eux aussi ont été victimes de cette situation. Victimes de la terreur imposée dans leurs quartiers et les villages, victimes des entraves à la libre circulation, victimes de la perte de leurs outils de travail, victimes de la diminution des services publics par manque de moyens et de ce fait beaucoup de familles kanakes sont devenues plus pauvres qu'auparavant, c'est une réalité frappante.

Depuis, le calme est revenu en Nouvelle-Calédonie et ce notamment grâce à l'intervention de l'État Français. Une intervention tardive certes, mais salvatrice. Je tiens ici à remercier solennellement la République française pour son engagement constant aux côtés de tous les Calédoniens.

Je veux ainsi rendre hommage aux forces de l'ordre, qui ont payé un prix lourd dans cette mission de pacification.

Le bilan de ces émeutes fait aussi apparaître un lourd tribut.

Quatorze personnes ont perdu la vie. Aucun combat, aucune cause, aussi noble soit-elle, ne peut justifier que de jeunes vies soient sacrifiées. La vie est un bien précieux, irremplaçable. Je veux ici avoir une pensée profonde pour toutes ces familles touchées.

La Nouvelle-Calédonie a malheureusement connu une régression brutale de plusieurs décennies.

Près de 1000 entreprises détruites, 15% de PIB en moins, plus de 10 000 Calédoniens qui ont perdu leur emploi. Les dégâts sont estimés à près de 2,5 milliards de dollars. Il nous faudra des décennies pour reconstruire.

Au-delà des chiffres, ce sont aussi des projets de vie qui ont été brisés. Des familles entières qui ont vu s'effondrer, en quelques jours, le fruit de plusieurs générations de travail.

Le développement économique de la Nouvelle-Calédonie était notre voie vers l'émancipation, vers la prospérité, vers une autonomie réelle et choisie. Il permettait à des milliers de Calédoniens, et

notamment aux plus vulnérables, d'échapper à la pauvreté, de s'élever par le travail et d'ouvrir des perspectives à leurs enfants.

Pour le peuple kanak, en particulier, le développement économique représentait un levier essentiel de justice sociale permettant de gommer les inégalités héritées de l'histoire : un outil de rééquilibrage comme stipulé dans les Accords du passé.

Au-delà de l'économie, nos centres de santé ont été également ciblés. Le personnel de santé menacé et agressé, c'est encore le cas aujourd'hui. Nous faisons désormais face à une grave pénurie de médecins et d'infirmiers, en particulier dans le Nord et les Îles, dont les résidents sont majoritairement des kanaks. Cette situation met en danger la vie des Calédoniens les plus vulnérables.

Et je ne peux faire ce bilan sans évoquer l'éducation, pilier fondamental de tout progrès. Une douzaine d'écoles, de collèges, de lycées et d'instituts de formation ont été incendiés. Des milliers d'élèves ont été contraints de changer d'établissement.

L'éducation est la clé de l'émancipation, de la paix durable, du développement partagé. En s'attaquant à nos écoles, la CCAT s'est attaquée à notre jeunesse et à son éducation, prenant le risque ainsi de compromettre l'avenir de nos enfants, l'avenir de notre peuple. C'est inacceptable et cela appelle une condamnation claire, ferme et sans ambiguïté.

Enfin, plusieurs lieux de culte ont également été attaqués, saccagés et détruits. Deux églises ont été entièrement détruites par les flammes, quatre autres ont été incendiées. Un temple bouddhiste a été ravagé, et deux temples maçonniques ont été réduits en cendres.

Ces attaques ciblées contre des lieux de spiritualité constituent une atteinte grave à la liberté de religion, pourtant inscrite au cœur des principes fondamentaux des droits humains et onusiens. Elles sont aussi une offense directe aux croyants, qui, en Nouvelle-Calédonie, ont toujours été des artisans du dialogue, de la paix et du vivre-ensemble.

Madame la Présidente,
Excellences, Membres du bureau,
Mesdames et Messieurs,

Un an après cette insurrection, où en sommes-nous ?

Nos institutions sont profondément fragilisées. La Nouvelle-Calédonie fait face à une crise budgétaire d'une ampleur inédite avec un impact direct sur les calédoniens qui se retrouvent dans une situation de précarité alarmante.

Face à cette situation, la République française a de nouveau répondu présente. Elle a apporté un soutien financier déterminant pour éviter la faillite de nos institutions, et elle nous accompagne dans la mise en œuvre de réformes difficiles mais nécessaires à notre redressement.

Par ces émeutes, la Nouvelle-Calédonie est devenue plus dépendants que jamais du soutien de l'État.

Et pourtant, les Calédoniens se relèvent. Dans l'adversité, ils font preuve d'une résilience admirable. Malgré des blessures profondes, malgré des tensions communautaires toujours palpables, ils gardent foi dans leur avenir. Leur courage et leur volonté d'avancer nous engagent collectivement à rechercher des solutions durables.

C'est dans cet esprit que, depuis plusieurs semaines, un cycle de négociations institutionnelles a été engagé. Des discussions franches et prolongées ont eu lieu entre les partenaires calédoniens, sous l'égide de l'État. Elles n'ont pas encore abouti, mais leur poursuite demeure indispensable.

L'objectif de ces négociations est clair : bâtir un projet commun qui respecte, d'une part, le choix souverain exprimé par une majorité de Calédoniens de rester Français, et d'autre part, les aspirations légitimes d'une partie de la population à davantage d'autonomie.

Ce chemin est exigeant, mais il est le seul qui puisse garantir la paix, la stabilité, le progrès, et surtout le retour d'un destin partagé fondé sur un vivre-ensemble sincère.

Je vous remercie.

Alcide PONGA, Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie